

	Requérant-e d'asile	Personne avec statut de protection S	Réfugié-e avec asile	Réfugié-e admis-e à titre provisoire	Etranger-ère admis-e à titre provisoire	Requérant-e d'asile débouté-e
<b>Autorisation</b>	<p><b>permis N (personne requérante d'asile)</b></p> <p>Dès l'attribution au canton, délivré pour une durée d'un an, renouvelable, valable uniquement jusqu'à la fin de la procédure d'asile, même si une date ultérieure est mentionnée sur le permis</p> <p>art. 42 Loi sur l'asile (Lasi), art. 30 OA 1, art. 71a al. 1 let. b OASA</p>	<p><b>permis S (personne en quête de protection)</b></p> <p>Délivré pour une durée d'un an, renouvelable</p> <p>art. 4 et art. 66 ss LAsi, art. 45 OA 1</p>	<p><b>permis B (personne réfugiée B)</b></p> <p>Délivré pour une durée d'un an, renouvelable</p> <p>art. 60 al. 1 LAsi</p>	<p><b>permis F (personne réfugiée F)</b></p> <p>Délivré pour une durée d'un an, renouvelable</p> <p>art. 53 et 54 LAsi en lien avec l'art. 83 al. 8 Loi sur les étrangers et l'intégration (LEI)</p>	<p><b>permis F (personne étrangère F)</b></p> <p>Délivré pour une durée d'un an, renouvelable</p> <p>art. 44 LAsi, art. 41 al. 2 LEI, art. 20 OERE, art. 83 ss LEI</p>	<p><b>Pas d'autorisation/séjour illégal, doit quitter la Suisse</b></p> <p>Aide d'urgence/aide au retour/mesures de contrainte/expulsion possibles</p> <p>art. 81 ss LAsi, art. 69 ss LEI</p>
<b>Qualité de réfugié-e</b>	selon examen	<p>En cas d'octroi du statut S : la qualité de réfugié n'est reconnue que s'il y a manifestation persécution (art. 69 al. 2 LAsi).</p> <p>En cas de levée du statut S : audition s'il existe des indices de persécution (art. 76 al. 2 et 3 LAsi).</p>	oui	oui	non	non
<b>Asile</b>	selon examen	<p>En cas d'octroi du statut S : non, sauf s'il y a manifestation persécution (art. 69 al. 2 LAsi). La procédure d'asile est toutefois suspendue et se poursuit une fois le statut S levé.</p> <p>En cas de levée du statut S : droit à l'asile examiné s'il existe des indices de persécution (art. 76 al. 2 et 3 LAsi)</p>	oui	<p>Non, mais admission provisoire comme personne réfugiée. Demande d'asile refusée en raison de l'existence d'un motif d'exclusion : motifs subjectifs survenus après la fuite ou indignité</p> <p>Motif d'exclusion de l'asile (art. 53 et 54 LAsi)</p>	non	non
<b>Exécution du renvoi</b>	selon examen	<p>N'est pas examiné tant que le statut de protection S est en vigueur.</p> <p>En cas de levée du statut S : le droit d'être entendu est accordé</p> <p>Art. 76 al. 2 LAsi</p>	<p>illicite</p> <p>principe de non-refoulement selon droits humains et droit des personnes réfugiées, obligation internationale de la Suisse</p> <p>art. 83 al. 3 LEI, art. 5 al. 1 LAsi, art. 33 al. 1 Convention de Genève sur les réfugiés (CR)</p>	<p>illicite</p> <p>principe de non-refoulement selon droits humains et droit des personnes réfugiées, obligation internationale de la Suisse</p> <p>art. 83 al. 3 LEI, art. 5 al. 1 LAsi, art. 33 al. 1 CR</p>	<p>illicite (principe de non-refoulement selon droits humains et droit des personnes réfugiées, obligations internationales de la Suisse), inexigible ou impossible</p> <p>art. 83 al. 2 à 4 LEI</p>	<p>licite, exigible et possible</p> <p>art. 44 LAsi</p>
<b>Et ensuite?</b>	Décision sur entrée en matière, asile et renvoi	<p>Le Conseil fédéral décide de la date de la levée du statut S.</p> <p>Si le statut n'est pas levé au bout de cinq ans, octroi d'une autorisation de séjour jusqu'au retrait du statut S. Possibilité de demander un permis B dans le cadre de l'examen des cas de rigueur.</p> <p>Si le statut n'est pas levé au bout de dix ans, octroi d'une autorisation d'établissement (permis C).</p> <p>Art. 76 al. 1, art. 74 al. 2 et 3 LAsi</p>	<p>Possibilité, après dix ans de permis B, de demander une autorisation d'établissement (permis C) auprès du canton en cas d'indépendance de l'aide sociale et d'intégration (après cinq ans en cas de très bonne intégration)</p> <p>art. 34 LEI, art. 62 ss LEI, art. 62 OASA</p>	<p>Possibilité, après cinq ans de séjour en Suisse, de demander un permis B dans le cadre de l'examen d'un cas de rigueur. Le canton doit examiner la demande de manière approfondie.</p> <p>art. 84 al. 5 LEI et art. 31 OASA</p>	<p>Possibilité, après cinq ans de séjour en Suisse, de demander un permis B dans le cadre de l'examen d'un cas de rigueur. Le canton doit examiner la demande de manière approfondie.</p> <p>art. 84 al. 5 LEI et art. 31 OASA</p>	<p>Pas de droit pour les personnes requérantes d'asile déboutées à demander elles-mêmes un permis B (= permis humanitaire = autorisation de séjour pour cas de rigueur). Le canton peut cependant – s'il le souhaite – demander au SEM une autorisation pour cas de rigueur au plus tôt après cinq ans de séjour en Suisse. Les conditions sont, entre autres, que la personne soit intégrée de façon poussée et qu'elle n'ait jamais disparu, donc que son lieu de séjour ait toujours été connu.</p> <p>Les cantons ont des pratiques différentes.</p> <p>art. 14 al. 2 LAsi et art. 31 OASA</p>

<p><b>Regroupement familial (famille nucléaire : conjointe ou conjoint et enfants mineur-e-s non marié-e-s)</b></p>	<p>non (indirectement déduit de l'art 51 LAsi)</p>	<p>Oui. La protection provisoire est également accordée aux conjoint-e-s ou aux partenaires enregistré-e-s et aux enfants mineur-e-s lorsque les membres de la famille ont demandé ensemble la protection de la Suisse ou lorsqu'ils souhaitent se réunir en Suisse après avoir été séparés par l'exil. Si les personnes concernées se trouvent à l'étranger, leur entrée en Suisse est autorisée.</p>	<p>Oui. En règle générale, inclus dans l'asile (asile accordé aux familles), pour autant que la famille ait été fondée dans le pays d'origine avant l'exil et qu'elle ait été séparée par l'exil (art. 51 LAsi) ; si la famille n'a été fondée qu'après l'exil du pays d'origine dans un État tiers, seul le regroupement familial au titre du droit des étrangers est possible pour les personnes titulaires d'un permis B (art. 44 LEI). Aucun délai d'attente n'est requis. Conditions : vivre en ménage commun, disposer d'un logement approprié, ne pas dépendre de l'aide sociale, ne pas percevoir de prestations complémentaires, être apte à communiquer dans la langue nationale parlée au lieu de domicile ou s'inscrire à une offre d'encouragement linguistique (art. 44 LEI). Respecter les délais pour le regroupement familial selon l'article 47 LEI ; cinq ans pour la conjointe ou le conjoint et les enfants mineur-e-s de moins de 12 ans ; un an seulement pour les enfants mineur-e-s de plus de 12 ans. Déposer une demande même si toutes les conditions ne sont pas encore remplies.</p>	<p>Conditions: logement approprié ; indépendance de l'aide sociale ; pas de prestation complémentaire ; langue nationale parlée sur le lieu de résidence ou inscription à une offre d'encouragement linguistique ; le délai d'attente de trois ans après l'octroi du statut n'est plus appliqué de manière stricte. La demande de regroupement familial doit être examinée après un an et demi, si une attente supplémentaire est disproportionnée dans le cas particulier ; Important : respecter les délais pour le regroupement familial après l'octroi du statut : cinq ans pour le conjoint et les enfants mineurs de moins de 12 ans ; un an pour les enfants mineurs de plus de 12 ans. Déposer une demande même si toutes les conditions ne sont pas encore remplies.</p>	<p>non</p>
<p>Vérifier : regroupement familial au titre du règlement Dublin III, si la famille nucléaire se trouve encore en procédure d'asile dans un État membre de l'UE/AELE.</p>	<p>Art. 71 LAsi et art. 79a LAsi</p>	<p>art. 51 LAsi, art. 44 LEI</p>	<p>art. 85c LEI</p>	<p>art. 85c LEI</p>	

<p><b>Changement de canton</b></p>	<p>Uniquement pour garantir l'unité de la famille nucléaire ou en cas de menace grave pour la personne concernée ou d'autres personnes. Une demande de changement de canton peut être acceptée par le SEM si les deux cantons sont d'accord.</p>	<p>Les personnes à protéger séjournent dans le canton auquel elles ont été attribuées. Droit au changement de canton en cas de séparation de la famille nucléaire ou de menace grave pour la personne concernée ou pour d'autres personnes.</p>	<p>Oui, liberté de circulation conformément à la Convention de Genève sur les réfugiés (CR), même en cas de dépendance de l'aide sociale ou de chômage</p>	<p>Selon la jurisprudence et la doctrine : oui, liberté de circulation conformément à la Convention de Genève sur les réfugiés (CR), même en cas de dépendance de l'aide sociale ou de chômage (art. 26 CR, art. 58 et 65 LAsi, art. 37 al. 3 LEI)</p>	<p>Droit au changement de canton si indépendance de l'aide sociale et si les rapports de travail ou la formation professionnelle initiale existent depuis au moins 12 mois ou si l'horaire de travail ou le temps de trajet pour se rendre au travail ne sont pas raisonnables. Aussi autorisé en cas de séparation de la famille nucléaire ou en cas de menace grave pour la personne concernée ou d'autres personnes.</p>
	<p>Un changement de canton peut être autorisé par le SEM si les deux cantons sont d'accord : *en cas de séparation de la famille élargie *regroupement de personnes vulnérables qui ont des proches en Suisse ne faisant pas partie de la famille nucléaire élargie *en cas d'absence de dépendance à l'égard de l'aide sociale et en cas d'activité professionnelle/formation d'au moins douze mois ou lorsque les horaires de travail ou le trajet pour se rendre au travail ne permettent pas d'exiger raisonnablement que la personne reste dans son canton de résidence.</p>	<p>Oui, liberté de circulation conformément à la Convention de Genève sur les réfugiés (CR), même en cas de dépendance de l'aide sociale ou de chômage</p>	<p>Selon la LEI (nouvelles modifications) : seulement si pas de dépendance de l'aide sociale et pas de chômage (art. 85b al. 5 et 37 al. 2 LEI)</p>		<p>non</p>

<p>art. 27, 28 LAsi en relation avec l'art. 22 al.2 OA1</p>	<p>Art. 74 al. 1 LAsi, art. 44 en relation avec l'art. 22 al. 2 OA 1</p>	<p>art. 26 CR, art. 58 et 65 LAsi, art. 37 al. 3 LEI</p>		<p>art. 85b al. 1-4 LEI, art. 67a OASA</p>	
---	--	--	--	--	--

<p><b>Activité lucrative</b></p>	<p>Interdiction durant le séjour dans un CFA, ensuite selon LEI : priorité aux nationaux.Obligation préalable d'obtenir une autorisation.</p>	<p>Activité salariée ou indépendante possible dans toute la Suisse</p>	<p>Activité salariée ou indépendante possible dans toute la Suisse</p>	<p>Activité salariée ou indépendante possible dans toute la Suisse</p>	<p>Non : fréquentation de l'école obligatoire et voyages scolaires à l'étranger pendant cette période ; possibilité de terminer une formation en cours (art. 30a OASA)</p>
<p>art. 43, al. 1 et 2 LAsi</p>	<p>Obligation d'obtenir une autorisation, pas de délai d'attente pour l'exercice d'une activité lucrative ; l'autorisation d'exercer temporairement une activité salariée ou indépendante peut être accordée dès l'octroi du statut de protection S.</p>	<p>Obligation d'annonce; conditions de rémunération et de travail usuelles du lieu, de la profession et de la branche</p>	<p>Obligation d'annonce ; conditions de rémunération et de travail usuelles du lieu, de la profession et de la branche</p>	<p>Obligation d'annonce ; conditions de rémunération et de travail usuelles du lieu, de la profession et de la branche</p>	
	<p>art. 75 al. 2 LAsi en relation avec l'art. 53 al. 1 et al. 2 OASA (en lien avec l'art. 19 let. b et c LEI)</p>	<p>art. 61 LAsi, art. 65 OASA</p>	<p>art. 61 LAsi, art. 65 OASA</p>	<p>art. 85a LEI, art. 65 OASA</p>	

<p><b>Aide sociale</b></p>	<p>Aide sociale en matière d'asile, différences cantonales dans le calcul des montants. Taux plus bas que pour la population suisse (20 à 60 % de moins selon les cantons).</p>	<p>Aide sociale en matière d'asile, différences cantonales dans le calcul des montants. Pour les personnes à protéger sans autorisation de séjour (c.-à-d. en général pendant les cinq premières années de séjour), mêmes règles que pour les personnes requérantes d'asile.</p>	<p>Aide sociale ordinaire, respect des normes CSIAS, taux identiques à ceux de la population suisse selon le droit cantonal</p>	<p>Aide sociale ordinaire, respect des normes CSIAS, taux identiques à ceux de la population suisse selon le droit cantonal</p>	<p>Aide sociale en matière d'asile, différences cantonales dans le calcul des montants.Taux plus bas que pour la population suisse (20 à 60 % de moins selon les cantons).</p>
<p>art. 82 al. 3 LAsi</p>	<p>Aide sociale ordinaire, respect des normes CSIAS, taux identiques à ceux de la population suisse selon le droit cantonal</p>	<p>Aide sociale ordinaire, respect des normes CSIAS, taux identiques à ceux de la population suisse selon le droit cantonal</p>	<p>Aide sociale ordinaire, respect des normes CSIAS, taux identiques à ceux de la population suisse selon le droit cantonal</p>	<p>Aide sociale ordinaire, respect des normes CSIAS, taux identiques à ceux de la population suisse selon le droit cantonal</p>	<p>Non, seulement aide d'urgence Différences cantonales dans le calcul des montants. L'aide d'urgence est plus basse que l'aide sociale en matière d'asile.</p>
	<p>art. 82 al. 3 LAsi</p>	<p>art. 81 LAsi ; art. 3 al. 1 OA2</p>	<p>art. 81 LAsi ; art. 3 al. 1 OA2</p>	<p>art. 82 al. 3 LAsi</p>	<p>art. 82 al. 1 et 4 LAsi, art 12 Cst.</p>

<p><b>Voyage à l'étranger</b></p>	<p>non, exceptions très restrictives</p> <p>Les personnes à protéger risquent de voir leur protection révoquée si elles séjournent longtemps ou de manière répétée dans leur pays d'origine ou de provenance (sauf si autorisation du SEM, art. 78, al 1, let. c et al. 2 LAsi)</p> <p>Voyage dans des pays tiers : les personnes bénéficiant du statut de protection S dans le contexte de la situation en Ukraine peuvent voyager à l'étranger et revenir en Suisse sans autorisation de voyage. Les dispositions en matière d'entrée des pays de destination s'appliquent et peuvent être clarifiées auprès des représentations suisses.</p> <p>Le législateur prévoit une interdiction générale de voyager.</p>	<p>Pas de voyage dans pays d'origine</p> <p>Voyage dans pays tiers possible : droit à document de voyage pour les réfugié-e-s</p> <p>Depuis le 1.4.2020 : le SEM peut interdire de voyager (avec des exceptions) dans les pays voisins du pays d'origine si nécessaire, afin de mieux faire respecter l'interdiction de voyager dans le pays (art. 59c LEI) Aucun pays mentionné jusqu'à présent.</p>	<p>Pas de voyage dans pays d'origine</p> <p>Voyage dans pays tiers possible : droit à document de voyage pour les réfugié-e-s</p> <p>Depuis le 1.4.2020 : le SEM peut interdire de voyager (avec des exceptions) dans les pays voisins du pays d'origine si nécessaire, afin de mieux faire respecter l'interdiction de voyager dans le pays (art. 59c LEI) Aucun pays mentionné jusqu'à présent.</p>	<p>Voyage dans le pays d'origine très restrictif</p> <p>Pour les voyages dans des pays tiers, un visa de retour est nécessaire. Celui-ci n'est accordé par le SEM que dans des cas exceptionnels. Il faut en outre un document de voyage valable.</p> <p>Prévue: Interdiction générale de voyager dans les pays d'origine et les pays tiers. Exceptions uniquement pour la préparation du retour, d'autres exceptions ne sont pas encore définies.</p>	<p>Non : seulement rapatriement dans pays d'origine</p>
<p><b>Intégration</b></p>	<p>Programmes d'occupation et accès limité à l'encouragement linguistique, à la formation et aux offres de la petite enfance</p> <p>École : accès aux structures ordinaires</p>	<p>Programme « Mesures de soutien pour les personnes avec statut de protection S » ; accent mis sur l'acquisition de connaissances linguistiques, l'accès au marché du travail et le soutien aux familles et aux enfants. Forfait d'intégration réduit (3000 francs par an)</p> <p>École et formation : accès aux structures ordinaires et à l'encouragement spécifique de l'intégration, bourses d'études impossibles dans la plupart des cantons</p>	<p>Encouragement de l'intégration selon l'Agenda Intégration Suisse et les programmes d'intégration cantonaux (PIC), forfait d'intégration unique de la Confédération de 18 000 francs</p> <p>École et formation : accès aux structures ordinaires et encouragement spécifique de l'intégration, bourses possibles</p>	<p>Encouragement de l'intégration selon l'Agenda Intégration Suisse et les programmes d'intégration cantonaux (PIC), forfait d'intégration unique de la Confédération de 18 000 francs</p> <p>École et formation : accès aux structures ordinaires et à l'encouragement spécifique de l'intégration, bourses d'études impossibles dans la plupart des cantons</p>	<p>En principe, pas d'accès à l'encouragement de l'intégration par l'État, à l'exception de la garantie d'un enseignement scolaire pour les enfants mineur-e-s</p>
<p><b>Hébergement</b></p>	<p>À compter du dépôt de la demande d'asile, 140 jours maximum dans un centre fédéral pour requérants d'asile (CFA), puis attribution au canton. Si l'exécution du renvoi est prévisible, le séjour dans le CFA peut être prolongé (art. 24 al. 3 à 5 LAsi).</p> <p>Dans le canton d'attribution, en règle générale dans des hébergements collectifs</p> <p>Impossibilité de choisir son lieu de résidence (art. 24, al. 3 à 5 LAsi)</p>	<p>Après l'enregistrement dans le CFA, attribution rapide à un canton de séjour</p> <p>Possibilité de séjourner dans des hébergements collectifs, des familles d'accueil ou des logements individuels, en fonction du canton</p> <p>Impossibilité de choisir son lieu de résidence en cas de dépendance à l'égard de l'aide sociale. La mise en œuvre dépend du canton.</p>	<p>En règle générale, logements individuels ou colocations</p> <p>Possibilité de choisir son lieu de résidence à l'intérieur du canton En cas de dépendance à l'égard de l'aide sociale, prise en compte des directives des services sociaux.</p>	<p>En règle générale, logements individuels ou colocations</p> <p>Possibilité de choisir son lieu de résidence à l'intérieur du canton En cas de dépendance à l'égard de l'aide sociale, prise en compte des directives des services sociaux.</p>	<p>Hébergements collectifs ou logements individuels et colocations</p> <p>Selon les cantons, certaines conditions doivent être remplies pour pouvoir quitter un hébergement collectif (durée de séjour, compétences linguistiques, activité lucrative, etc.).</p> <p>En cas de dépendance à l'égard de l'aide sociale, un lieu de séjour peut être attribué</p> <p>Centres fédéraux pour requérants d'asile sans fonctions procédurales ou centres cantonaux de retour</p>
	<p>art. 9 al. 1 ODV</p> <p>art. 15, al. 5 OIE</p> <p>art. 24, al. 3 à 5 LAsi</p>	<p>Art. 78 al. 1 let. c LAsi ; art. 9 al. 8 ODV</p> <p>art. 58, al. 3 LEI</p> <p>art. 46, al. 3 OA1 en lien avec art. 42 et 28 LAsi</p>	<p>art. 59 al. 2 let. a LEI</p> <p>art. 58, al. 2 LEI ; art. 15, al. 1 OIE</p> <p>art. 26 CR</p>	<p>art. 59 al. 2 let. a LEI</p> <p>art. 58, al. 2 LEI ; art. 15, al. 1 OIE</p> <p>art. 26 CR ; art. 85, al. 5 LEI</p>	<p>art. 9 ODV</p> <p>art. 58, al. 2 LEI ; art. 15, al. 1 OIE</p> <p>art. 85, al. 5 LEI</p> <p>art. 80 ss. LAsi ; art. 12 Cst.</p>